

Le potentiel minier en hydrocarbures de la Caspienne et sa mise en valeur

Les réserves estimées de la Caspienne sont importantes : les uns parlent d'une grand Mer du Nord, les autres d'un petit Moyen-Orient... Les pays concernés sont, à l'exception de la Russie et de l'Iran, enclavés. Ce qui leur pose la question de savoir comment exporter vers les marchés solvables. La Russie dispose de cartes majeures que lui offrent l'histoire, la géographie et la géologie pour faire prévaloir ses intérêts. Ni ce pays ni l'Iran ne voient donc d'un bon œil le regain d'influence que les Etats-Unis, à la suite des événements du 11 septembre, cherchent à se ménager dans la région. Politiques, juridiques, techniques ou environnementaux, les risques qui pèsent sur le développement du potentiel de la zone sont donc multiples.

par Pierre Audigier

La province pétrolière de la Caspienne comprendra ici, non seulement les cinq pays riverains (la Russie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et l'Iran), mais aussi l'Ouzbékistan et la partie orientale du Turkménistan. Ces pays sont, à l'exception de l'Iran et de la Russie, enclavés : ils ne peuvent exporter vers les marchés solvables qu'avec le bon vouloir de leurs voisins et ce bon vouloir a son prix. L'Ouzbékistan est même doublement enclavé puisqu'il l'est au sein de pays eux-mêmes enclavés.

Des réserves importantes, une production en croissance rapide

Les ressources sont certes abondantes mais il est encore trop tôt pour pouvoir avancer des chiffres crédibles car :

- l'exploration de la province en est encore à ses débuts (sauf l'Azerbaïdjan on shore) (1) ;
- les chiffres sont en même temps des arguments de négociation entre le découvreur et le gouvernement concerné ;
- les définitions (réserves prouvées, récupérables, etc.) font l'objet d'interprétations divergentes d'un pays à l'autre.

Le tableau I regroupe les évaluations faites au 1^{er} janvier 2002 par Wood Mackenzie, qui s'appuie sur une base de données remise périodiquement à jour (2).

Se basant sur des hypothèses géologiques, le Département d'Etat américain estimait les réserves ultimes de la zone Caspienne à 200 BOE (billion barrels of oil equivalent), soit 31 milliards de TEP : un chiffre comparable aux réserves encore en place au Moyen-Orient.

Mais, répétons le, ces évaluations sont provisoires et la logique voudrait qu'elles soient progressivement revues à la hausse.

La production est en croissance rapide. Le même Wood Mackenzie propose les chiffres regroupés dans les tableaux II et III. Les chiffres 2005 reflètent les projets en cours d'exploitation ou de développement et sont relativement fiables. Ceux pour 2010 le sont un peu moins. Pour la suite, beaucoup dépendra d'éventuelles nouvelles découvertes et des solutions adoptées pour l'évacuation. En 2000, la production mondiale de pétrole aura été de 76,7 mb/j, soit 1 212 millions de tonnes. Les réserves actuelles d'HC liquide de la Caspienne seraient donc, toujours selon Wood Mackenzie, de l'ordre d'une année de la production mondiale. Toujours en 2000, la production de la mer du Nord (Royaume-Uni et Norvège) a été de 6 mbj, soit plus deux fois la production envisagée pour 2005 dans la zone Caspienne.

Nous présenterons d'abord les principales découvertes faites à ce jour avant de traiter des problèmes posés par leur exportation vers des marchés solvables. Nous examinerons ensuite les politiques des principaux acteurs extérieurs à la zone, y compris l'Iran et la Russie qui sont à la fois au dedans et en dehors, avant de conclure par une brève analyse des risques qui pèsent sur le développement du potentiel de la zone.

(1) Le précédent de la mer du Nord : la date à laquelle les réserves en place sont censées devoir décliner recule quand on s'avance vers elle, à l'instar de la ligne d'horizon...

(2) Un baril = 158 litres. Pour un pétrole de densité égale à l'unité : une tonne = 6,23 barils. Le baril/jour correspond à un peu plus de 40 tonnes par an (40 t/y). Il faut environ 27 cf (cubic feet) pour faire un mètre cube. MMcf = Milliard de pied cube par jour.

TABLEAU I : Evaluation des réserves au 1^{er} janvier 2002 par Wood Mackenzie

	Liquides (millions de tonnes)	Gaz (milliards de m ³)	Millions de tonnes équivalent pétrole (TEP)	Gaz en pourcentage du total
Azerbaïdjan	1 050	800	1 640	36,2
Kazakhstan	4 710	3 500	7 309	35,6
Iran	0	0	0	0
Russie	120	50	153	22,7
Turkménistan	3 440	3 400	2 860	88,0
Total	9 320	7 750	11 962	

TABLEAU II : Evaluation de la production en croissance rapide des liquides par Wood Mackenzie
(en milliers de b/j) (2)

	1990	2000	2005	2010
Azerbaïdjan	251	282	406	1 112
Kazakhstan	516	736	1 629	2 246
Iran*	0	0	0	0
Russie	0	32	32	100
Turkménistan	0	184	272	318
Total	881	1 172	2 339	3 786

* Pour l'Iran et la Russie, il ne s'agit que de l'off-shore caspien.

TABLEAU III : Evaluation de la production en croissance rapide de gaz par Wood Mackenzie
(en MMcfd) (2)

	1990	2000	2005	2010
Azerbaïdjan	1 070	584	965	2 040
Kazakhstan	769	807	3 302	6 345
Iran	0	0	0	0
Russie	0	0	52	167
Turkménistan	8 491	4 484	8 356	8 172
Total	10 330	5 875	12 675	16 724

La localisation des ressources autour de la Caspienne

A l'ouest de la Caspienne, les ressources sont localisées en Azerbaïdjan, en Russie.

En Azerbaïdjan, une des plus vieilles provinces pétrolières du monde, la production on shore s'épuise et il reste quelques dizaines de millions de tonnes à récupérer en mettant en œuvre des techniques modernes de récupération. L'on shore azéri ne présente pas d'intérêt dans le cadre de cette étude.

En ce qui concerne l'off shore azéri l'exploitation des gisements de

Azeri/Chirag/Gunsheli est en pleine montée en puissance sous l'égide de l'AIOC (Azerbaïdjan International Operating Company), un consortium dirigé par BP.

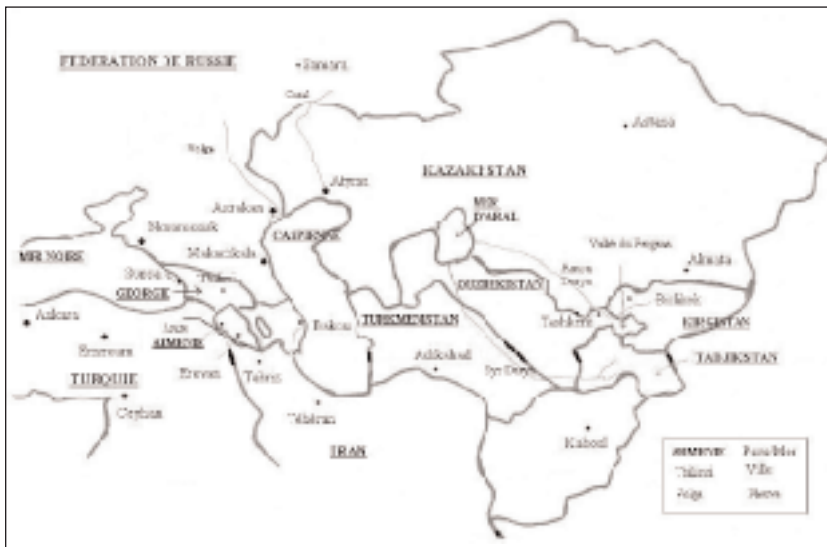
Ces premières découvertes off shore avaient suscité l'espoir qu'on allait en trouver d'autres. La plupart des autres structures de la province à avoir été forées se sont cependant avérées des échecs et, quand succès il y eut, il concerna surtout le gaz, plus difficile à valoriser que le liquide.

La découverte de gaz dans l'off shore azéri (Shah Deniz) date de juin 1999. Elle est donc très récente. Le consortium, lui aussi dirigé par BP, prévoit une première mise en exploitation pour 2004. Les réserves seraient de plusieurs

milliers de milliards de mètres cube, un volume sensiblement supérieur à l'estimation retenue par Wood Mackenzie. Total est y est présent à hauteur de 10 %.

La Russie, déjà productrice on shore (gisements de la région d'Astrakhan) a, au cours de l'année 2000, annoncé plusieurs découvertes au large de ses côtes, mais aucune évaluation de réserves.

L'Arménie et la Géorgie jouent, chacun à sa manière, un rôle déterminant dans l'équilibre politique de la Transcaucasie. Ils offrent, par ailleurs, une voie de transit vers les marchés solvables en passant par la mer Noire ou la Turquie. La Géorgie permet déjà le transit à travers son territoire de quanti-



tés substantielles de pétrole azéri, tandis que l'Arménie, bien que sa géographie soit très favorable (le long du fleuve Araxe qui fait la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan d'une part, la Turquie et l'Iran de l'autre), est hors jeu du fait de son conflit avec l'Azerbaïdjan.

Au sud de la Caspienne, les ressources en hydrocarbures identifiées à ce jour en Iran sont localisées dans le sud du pays, alors que la population se trouve majoritairement dans le nord, d'où un intérêt pour des accords de *swap*, comme il s'en fait déjà avec le Turkménistan : ainsi on peut aujourd'hui acheter du pétrole « turkmène » dans les ports iraniens ; dans le même temps, le pétrole turkmène approvisionne les raffineries du nord de l'Iran. Le Turkménistan est par ailleurs producteur dans sa province occidentale avec de nombreux petits gisements *on* et *off shore*.

A l'est de la Caspienne, les pays pétroliers sont le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

Au nord-est de la Caspienne, au Kazakhstan mais proche de la frontière avec la Russie, se situe le gisement de gaz humide de Karachaganak.

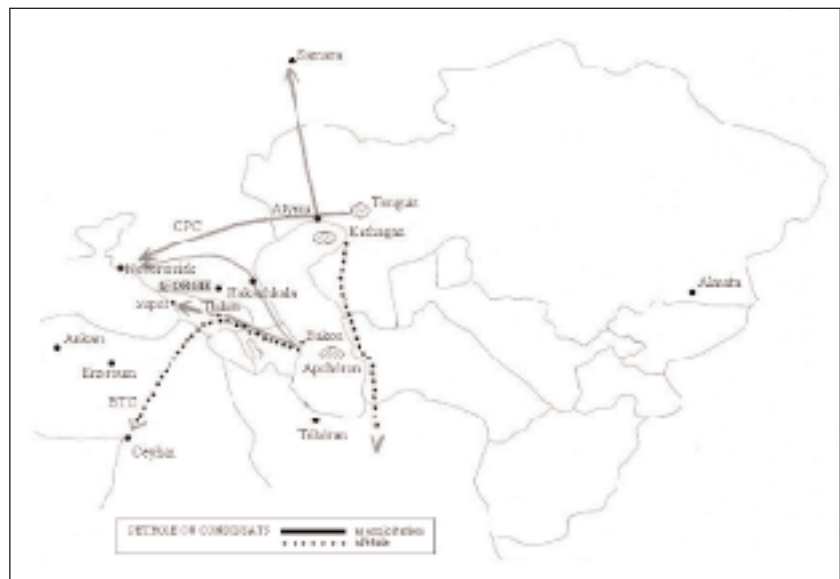
Il s'agit d'un gaz mélangé à des condensats, ce qui le valorise considérablement. Ce gaz est pour l'instant séparé des condensats avant d'être réinjecté dans le gisement et les condensats partent pour la Russie. Le gisement est développé par le KPOC, consortium

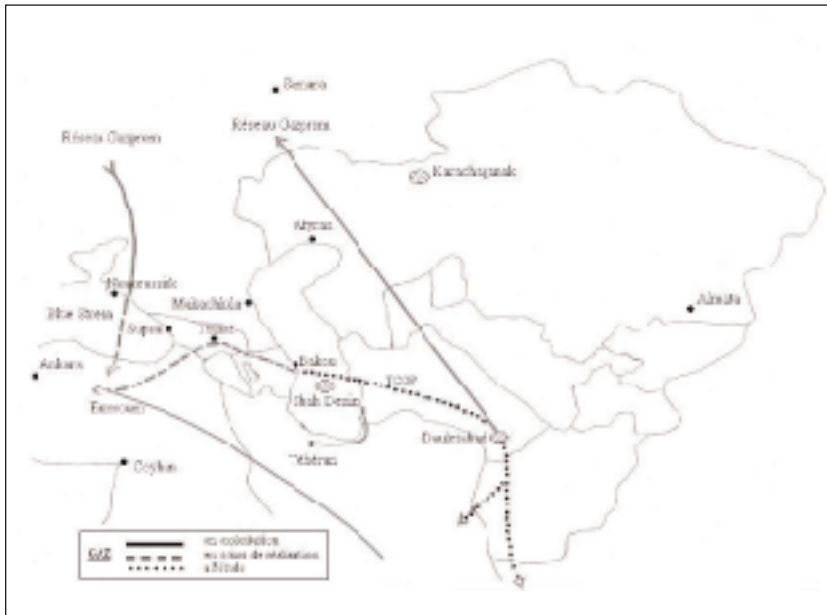
dans lequel AGIP et British Gas sont chacun présent à hauteur de 32,5 %. Toujours au nord est de la Caspienne et au Kazakhstan, se trouve le gisement de pétrole de Tengiz. La production de ce « géant » est en augmentation rapide sous l'égide d'un consortium (TCO) dirigé par Chevron (50 %). Même chose pour les réserves affichées par Chevron : elles sont passées de 1,2 milliard de tonnes en 1998 à 2,7 aujourd'hui. Le pétrole de Tengiz est pour l'essentiel exporté vers la Russie. De faibles quantités sont envoyées par barges jusqu'à Bakou où elles empruntent l'oléoduc Bakou-Supsa (port géorgien sur la mer Noire). Une autre partie est expédiée par wagons jusqu'en Finlande. La

production commence à être exportée vers Novorossisk par un oléoduc de grande capacité (le CPC), dont la construction est maintenant terminée. Citons, enfin, l'*off shore* Kazakh et la structure de Kashagan. La découverte de ce « supergéant » est en cours d'évaluation. TotalFinaElf est, avec 24,5 %, le plus gros actionnaire du consortium (l'OKIOC) qui développe ce champ dont l'exploitation pourrait commencer en 2005.

Le Turkménistan aura produit plus de 90 milliards de m³ de gaz en 1989, pour l'essentiel exportés à travers le réseau de Gazprom, à partir d'un grand nombre de champs de toutes tailles. L'effondrement de l'URSS avait entraîné celui de la production de gaz du pays, les principaux clients du Turkménistan étant devenus, tel l'Ukraine, insolubles. Deux gisements « supergéants » retiennent tout particulièrement l'attention, ceux de Dauletabad et Sovietabad, situés à l'est du pays, près de la frontière afghane. En 2000, le Turkménistan et la Russie se sont accordés pour reprendre les exportations au niveau de 20 milliards de m³. En 2002, le Turkménistan devrait exporter 46 milliards de m³ de gaz vers la Russie, l'Ukraine et l'Iran.

On trouve, à l'ouest du Turkménistan, beaucoup de gisements de moyenne importance, à la fois de gaz et de pétrole. Une partie est exportée en Iran, une autre par barges vers Bakou. Le Turkménistan attend beaucoup de sa





partie de la Caspienne pour les hydrocarbures liquides, mais éprouve des difficultés à créer un climat propre à attirer des investisseurs.

L'Ouzbékistan, quant à lui, dispose de ressources aujourd'hui modestes qui lui permettent d'être autosuffisant. Il exporte des quantités modestes d'HC vers le Kazakhstan. Comme le précédent, ce pays a du mal à attirer des investisseurs qui manquent de confiance.

Mais avec ses 27 millions d'habitants - soit plus de la moitié de la population de l'Asie centrale - et la seule armée digne de ce nom dans la zone, l'Ouzbékistan est, comme on a pu le vérifier après le 11 septembre, un acteur stratégique en Asie Centrale.

On évoquera, pour terminer cette rapide présentation, le Kirghistan et le Tadjikistan. Certes, ces deux pays sont dépourvus de ressources pétrolières et gazières et ne présentent guère d'intérêt comme pays de transit, mais ils disposent en (relative) abondance de cette ressource éminemment rare qu'est l'eau. A eux deux, ils sont le château d'eau de l'Ouzbékistan, du Turkménistan et du sud du Kazakhstan. Leur stabilité politique concerne donc celle de toute l'Asie Centrale.

Le statut de la Caspienne

La question qui se pose est de savoir si, en droit international, la Caspienne est un lac ou une mer. La réponse divise toujours les pays riverains.

Le statut de lac implique que les décisions soient prises à l'unanimité. Celui de mer conduit à une partition en zones suivant des lignes d'équidistance, après quoi chacun est libre de décider dans sa zone. Les positions sont, comme on pouvait le supposer, déterminées par la localisation des ressources et évoluent... en fonction de celle des nouvelles découvertes.

Russie et Kazakhstan se sont accordés pour considérer que les eaux seront celles d'un lac, tandis que le sous-sol sera celui d'une mer. Les Russes sont opposés à la construction de pipelines sous-marins en évoquant les conséquences qu'un accident ne manquerait pas d'avoir sur l'environnement marin ; le statut de lac pour les eaux leur confèrerait donc un droit de veto sur d'éventuels pipelines sous marins.

Turkménistan et Azerbaïdjan se disputent toujours un champ à cheval sur les lignes d'équidistance. D'autre part, le Turkménbashi (chef de tous les Turkmènes) change souvent de position ; il propose, toujours en vain, une réunion des chefs des Etats riverains pour trouver une solution, apparemment sans rencontrer d'écho du côté russe.

Pour sa part, l'Iran - l'absence de découvertes au large de ses côtes l'amène à se faire l'avocat de la théorie du lac - n'a pas hésité à recourir à la diplomatie de la canonnière pour faire prévaloir ce qu'il estime être ses droits. En été 2001, l'Iran a, en effet, envoyé des navires de

guerre sur la structure de Alborz (en farsi) que l'Azerbaïdjan considère comme sienne, sous le nom de Alov, et où BP avait entrepris des travaux d'exploration, interrompus depuis.

Toutefois, quelle que soit la solution qui sera finalement adoptée, la présence de la marine russe restera un des principaux déterminants du « droit » de la Caspienne.

Le gaz : pipelines opérationnels ou en projet

La zone est traversée par de nombreux pipelines ; nous n'évoquerons que les plus importants d'entre eux. Les projets futurs sont innombrables ; là aussi, nous n'évoquerons que les principaux.

Aujourd'hui, l'ancien réseau de Gazprom s'étend jusqu'au Turkménistan. C'est un réseau à grande capacité (trois tuyaux de 50 pouces) puisqu'il a transporté jusqu'à 80 milliards de m³ de gaz turkmène en 1990.

Pour Gazprom, le contrôle des voies d'exportation du gaz de la Caspienne est un enjeu d'autant plus déterminant que le développement et la mise en exploitation des champs du nord de la Sibérie Occidentale ont pris du retard ; de ce fait, Gazprom pourrait avoir des difficultés à suivre, avec ses seules ressources propres, la croissance du marché de l'Europe Occidentale. Ainsi, compte tenu de l'épuisement progressif des champs actuellement en exploitation, il lui manquerait quelque 200 milliards de m³ / an pour suivre la demande européenne en 2010.

Pour Moscou, il est moins cher d'aller chercher le gaz là où il est, plutôt que d'investir massivement dans le développement de nouveaux champs, surtout aux latitudes - boréales - où ils se trouvent.

Le gazoduc Turkménistan - Iran constitue la seule exception au monopole de Gazprom, mais pour de petites quantités seulement. Il y a désormais continuité entre la partie occidentale du Turkménistan et la Turquie à travers l'Iran mais, là aussi, les capacités sont limitées (20 pouces) et suffisent à peine à satisfaire les besoins de Téhéran et de sa région.

L'Iran exporte déjà des quantités croissantes de gaz, en provenance du sud du pays, vers la Turquie. Il ne s'agit plus tout à fait de l'Asie Centrale, mais le gaz produit au sud de l'Iran a désormais accès au marché turc et, par là même, au marché européen : un gaz qui vient donc concurrencer le gaz de Shah Deniz ou celui acheminé par le réseau de Gazprom.

Parmi les projets de demain, le « Blue Stream », reliant directement le réseau turc à celui de Gazprom à travers la mer Noire, est la priorité des Russes et des Italiens (également présents à Karachaganak). La pose du gazoduc a finalement commencé au début de l'été 2001, avec technologie italienne et sur crédits italiens. Il devrait être achevé au printemps 2002. C'est un grand succès pour la Russie qui va désormais contrôler 70 % de l'approvisionnement en gaz de la Turquie et ainsi disposer d'un argument fort de négociation lorsqu'on reparlera du passage par les Détroits des tankers en provenance de Novorossisk.

D'autre part, la découverte récente du gisement de Shah Deniz conduit les sociétés pétrolières à donner la priorité à la construction d'un Bakou - Géorgie - Erzeroum. Le projet est lancé, son échéance est prévue en 2004 / 2005.

Parmi les projets d'après-demain, citons d'abord le pipeline Turkménistan oriental - Afghanistan - Océan Indien. La société californienne Unocal avait étudié il y a quelques années - du temps où les Etats-Unis soutenaient les Talibans - l'évacuation du gaz turkmène par l'Afghanistan et le Pakistan, ce qui aurait offert au gaz turkmène une alternative au réseau Gazprom ainsi qu'une possibilité d'exportation vers l'Extrême-Orient. Il n'en a plus été question lorsque les Américains ont commencé à se méfier de Ben Laden. Mais le dossier pourrait refaire surface prochainement, ce qui ne devrait pas être du goût des Russes. Le premier ambassadeur des Etats-Unis à Kaboul est d'ailleurs un ancien cadre de Unocal.

Le projet du Transcaspien (TCGP), qui fut un temps la priorité du gouvernement américain, vise à transporter le gaz turkmène vers la Turquie et l'Europe occidentale en passant sur le

fond de la Caspienne. La raison affichée par les Russes pour s'y opposer tient à la protection de l'environnement de la Caspienne. En outre, l'Azerbaïdjan a cessé de lui être favorable après la découverte de Shah Deniz ; le gaz turkmène entrainé, en effet, en concurrence avec le gaz azéri pour l'accès aux marchés européens. C'est donc là vraiment un projet pour l'après demain.

Liquides : pipelines opérationnels ou en projet

Aujourd'hui, on compte principalement quatre pipelines opérationnels.

Il y a tout d'abord le pipeline Atyrau - Samara, qui relie Atyrau situé au nord de la Caspienne au réseau russe à Samara. Sa capacité est comprise entre 10 et 15 Mt par an.

Ensuite, le Bakou-Supsa : les Russes ne l'aiment pas et le font comprendre aux Géorgiens; mais il est là et sa capacité peut être augmentée (quelque dix millions de tonnes par an).

Puis le Bakou-Novorossisk, avec une bretelle (opérationnelle depuis le printemps 2000) qui contourne la Tchétchénie. Cet oléoduc passe à proximité du port de Makashkala au Dagestan russe. Ce port vient de s'enrichir d'un terminal pétrolier capable de recevoir le pétrole turkmène qui, pour l'instant, est pour partie transporté par barges vers Bakou avant d'emprunter le Bakou-Supsa ou le train.

C'est également par barges que le pétrole de l'arrière pays de Aktau au Kazakhstan arrive

à Bakou où il emprunte le Bakou-Supsa. La solution Makashkala vaut aussi pour ce pétrole.

Enfin, le CPC (Tenguiz-Atyrau-Novorossisk), dont la construction a été achevée au printemps 2001, a une capacité de 28 Mt/an. Cette capacité pourrait être portée à 60 Mt (1,2 Mbj) par adjonction de stations de pompage. C'est l'atout majeur des Russes dans la zone. Un premier pétrolier a été chargé en septembre. L'inauguration officielle

a été repoussée plusieurs fois. C'est que la partie russe entendait obtenir :

- une augmentation des droits de douane ;
- une augmentation des péages sur le tronçon russe ;
- et une définition de la qualité CPC blend qui leur convienne ; plus précisément, ils entendaient que le pétrole léger de Tenguiz soit mélangé avec le pétrole lourd de l'Oural, faisant ainsi perdre quelques dollars au baril de pétrole de Tenguiz ... et en faire gagner quelques uns à celui de l'Oural.

Il est à noter que le CPC n'est pas sous la coupe de Transneft, principal réseau de transport de pétrole en Russie, mais reste sous celle d'autres acteurs toutefois liés à la partie russe. Chevron ne détient que 19 % du capital du CPC (la Russie, 24 % ; le Kazakhstan, 19 % ; Lukarco, 12,5 % ; Rosneft/Shell, 7,5 % ; Mobil, 7,5 % ; Oman, 7,5 %).

Pour ce qui concerne les projets de demain, le Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) reste une des priorités de la diplomatie américaine et des sociétés pétrolières qui redoutent une trop grande dépendance vis-à-vis des Russes, mais hésitent à s'engager ferme sur un projet dont le coût, initialement estimé à 2,4 dollars/bn, l'est aujourd'hui à plus de 3 dollars/bn. Cet oléoduc permettrait de charger des pétroliers océaniques à Ceyhan, port turc situé au fond du golfe d'Alexandrette. Mais il ne se

justifie que si on trouve de quoi le remplir. Ce qui reste à faire. Le président de BP vient toutefois d'annoncer son intention de financer les études d'implantation de détail en vue d'une décision à l'été 2002.

Le Kazakhstan se dit favorable, mais se refuse à lui garantir une quelconque quantité de pétrole kazakh. Les Russes, pour leur part, s'opposent à la construction d'un oléoduc sous-marin qui apporterait dans la région de Bakou du pétrole kazakh.

A noter, également, un éventuel oléoduc Burga-Alexandropoulis, qui permettrait au pétrole de la Caspienne de contourner le Bosphore au prix de deux transbordements supplémentaires, le

premier à Burga en Bulgarie et le second à Alexandroupolis en Grèce. On en parle, mais les négociations ne progressent pas vite.

Il existe aussi un projet d'oléoduc partant de la côte de Roumanie et allant vers Venise et l'Europe occidentale.

Pour ce qui est d'après-demain, les Russes maintiennent qu'il y a toujours de la place libre sur leurs réseaux et que, s'il le faut, ils en augmenteront les capacités. On peut toujours doubler la capacité du CPC par adjonction de compresseurs.

On peut aussi imaginer un oléoduc sur la rive orientale de la Caspienne, offrant à Kashagan une voie d'évacuation vers le sud. Total a fait une étude préliminaire pour le compte du président du Kazakhstan. Une décision d'aller de l'avant impliquerait un assouplissement de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran.

Les jeux des puissances russe et américaine

La Russie est là et bien là. Le 11 septembre a été pour Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, l'occasion de promouvoir la présence de la Russie dans les pays de son « flanc sud ».

Quels sont, dans cette lutte que se livrent les grandes puissances pour accroître leur influence dans la région, les avantages comparatifs de la Russie ? La langue russe reste la lingua franca. Les élites locales sont pratiquement les mêmes que du temps de l'URSS. L'*old boy network* est toujours en place. Le gouvernement russe et ceux de son flanc sud ont des attitudes identiques vis-à-vis de ce que les Russes appellent les « soi disant droits de l'homme ».

La Russie contrôle l'essentiel des réseaux de transport existants et entend bien garder ce contrôle. En septembre 1999, Igor Ivanov, ministre russe des Affaires Etrangères, déclarait que les propositions américaines visant la construction du Transcaspien étaient « *detrimental to Russia, and consequently unacceptable to us* » et revenaient « *to playing anti-Russian cards in the Caspian* ».

Elle a donc la géographie pour elle. Il semble, si on en croit les derniers résultats de forage d'exploration évoqués plus haut, que la géologie ait également pris son parti.

Sa présence militaire s'est certes considérablement réduite ces dernières années, mais reste forte en Arménie et au Tadjikistan. Au Tadjikistan, la Russie maintient – avec 10 000 hommes - une base logistique face à l'Afghanistan, base appréciée par les Américains. Enfin, la Russie a été la première à installer son ambassade à Kaboul et se prépare à jouer sa carte pour les cas où le projet Unocal, déjà cité, redeviendrait, comme cela est probable, d'actualité.

En outre, la Russie reste très liée à l'Iran ; elle continue d'apporter une contribution, considérée comme majeure par les Américains, au programme nucléaire iranien. Les deux pays partagent la même hostilité à toute traversée de la Caspienne par des pipelines. Le 11 septembre n'a pas changé grand chose aux attitudes ; ni la Russie, ni l'Iran ne voient d'un bon œil la perspective d'un regain d'influence des Etats-Unis dans la région.

Quant à la politique américaine dans la région, elle est aujourd'hui dominée par la

lutte anti-terroriste. Les Etats-Unis ont eu besoin de pays comme l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, qui ont commencé à recevoir quelques bénéfices de leur collaboration. Les lignes de force restent toutefois les mêmes.

On en voit cinq principales :

- la lutte contre le terrorisme qui a pris le pas sur les autres mais ne saurait les faire oublier ; elle offre aux Etats-Unis une excellente raison pour prendre pied dans la région.

- promouvoir les intérêts des sociétés pétrolières américaines qui sont très présentes, encore que de façon très inégale (Chevron à Tenguiuz, BP Amoco - moitié anglaise, moitié américaine - en Azerbaïdjan et Shell qui est autant américaine qu'anglo-hollandaise) ; les liens de Bush, Condolezza Rice, Cheney et de beaucoup d'autres responsables de l'administration américaine avec le monde pétrolier sont bien connus ;

- punir l'Iran pour son soutien au Hezbollah libanais et pour son opposition à l'existence de l'Etat d'Israël - l'Iran fait partie des « *rogue states* » - ce à quoi il faut ajouter l'humiliation qu'a représenté, pour les Américains, l'affaire des otages et, finalement, la loi Amato qui inflige des sanctions à l'Iran (une affaire à laquelle les sociétés américaines - ainsi que les sociétés européennes ayant de gros intérêts aux Etats Unis, comme Shell - doivent prêter un grande attention) ; le 11 septembre pourrait conduire à un assouplissement de cette composante de la politique américaine. Mais le chemin à parcourir reste long et semé d'embûches.

- « contenir » (*Containment*) les Russes ; cet aspect de la politique américaine se traduit par le soutien donné au plus haut niveau à des projets de pipelines contournant la Russie, sans pour autant passer par l'Iran, politique qui n'a pas connu de grand succès à ce jour si ce n'est pour le Bakou - Supsa évoqué plus haut.

- encourager la démocratisation et le respect des droits de l'homme ; c'est

La Russie et l'Iran partagent la même hostilité à toute traversée de la Caspienne par des pipelines

le « *Freedom Support Act* » de 1992 qui traite notamment de la

lutte contre le blanchiment de l'argent sale ; ainsi le président kazakh est-il présentement particulièrement irrité par l'action d'une justice américaine qui lui reproche d'avoir, avec l'aide d'un citoyen américain, détourné en Suisse des sommes d'argent considérables - ceci dit, on a vu récemment combien cette politique pouvait être flexible.

Il faut encore noter que les Américains se disent les seuls capables de fournir aux pays de la zone les technologies, le financement et la compétence en management dont ils ont besoin (ce qui n'est pas tout à fait exact, bien sûr, mais pas complètement faux non plus).

Les interventions de l'Union européenne

L'Union européenne intervient d'abord au niveau technique, en amont des

opérations industrielles : ce sont les projets d'assistance technique, financés à 100 % par la Commission, notamment sous l'égide du programme INOGATE (*Interstate Oil & Gas Transport Exchange*). Il s'agit d'aider les pays bénéficiaires à mettre en œuvre leurs politiques pétrolières, essentiellement en matière de transport.

La Commission intervient également à un niveau politique, notamment par la promotion d'une coopération - ou partenariat - stratégique avec la Fédération de Russie. Cette initiative du président Prodi pourrait avoir des conséquences indirectes sur les voies d'exportation des hydrocarbures de la Caspienne. Elle a été adoptée au sommet de Paris d'octobre 2000.

Le stratégie russe étant d'étouffer chez ses voisins du sud toute velléité de s'affranchir de ses réseaux de transport, l'intérêt de l'Europe étant, au contraire, de promouvoir la diversité maximale en matière de voies d'évacuation, une synthèse sera difficile à trouver et le risque est grand que, face à un interlocuteur qui sait ce qu'il veut, l'Union ne cesse, à son corps défendant, de donner des gages à la partie russe.

Quelques semaines avant la réunion de Bruxelles d'octobre 2001 - dont le but était de faire le point sur l'état d'avancement des travaux entrepris sous l'égide de ce partenariat - I. Ivanov exhortait (3), au nom de ce dialogue stratégique, l'Union européenne à faire pression sur les Turcs afin que ceux-ci ne fassent pas obstacle à un accroissement du trafic pétrolier dans le Bosphore et, par conséquent, ne prennent parti dans le choix des infrastructures de transport. Il évoquait, en outre, la politique de l'Union européenne de libéralisation des marchés du gaz en ces termes : « Au sein de la Commission européenne, les « Ayatollahs » de la concurrence vont-ils freiner le mouvement ? » Il touchait là un problème sensible. L'introduction du libre accès aux réseaux de transport est, en effet, difficilement compatible avec les contrats de type *take or pay*. Des investisseurs accepteront-ils de financer de nouveaux moyens de transport (l'unité de compte est ici le milliard de dollars) sans une garantie d'enlèvement à des

prix qui assurent la rentabilité du projet ?

Plus récemment, V. Poutine lançait son projet d'une « alliance gazière » entre la Russie et les trois grands producteurs d'Asie Centrale. Il reste désormais à V. Poutine de convaincre ses interlocuteurs que Gazprom les traitera équitablement ; ce qui est une autre affaire.

La position des autres pays concernés

La Chine a des besoins considérables en énergie. Ceci dit, la géographie désigne plutôt la Sibérie - centrale et orientale - comme zone ayant vocation à l'approvisionnement.

L'Iran intervient dans l'équation pétrolière de la zone de plusieurs façons. C'est un gros producteur et un gros consommateur. Sa situation géographique en fait également une voie idéale pour l'exportation, mais c'est en même temps un concurrent des pays de la région pour l'accès aux marchés solvables. En reprenant ses exportations de gaz vers la Turquie, l'Iran, deuxième mondial de par ses réserves, a marqué un point dans sa lutte contre les Etats-Unis, tout en se posant comme rival de Gazprom.

La Turquie est déterminée à ce que les futurs pipelines passent par son territoire ; elle offre en même temps, notamment pour le gaz, un marché en expansion, encore que la concrétisation de ce potentiel implique une amélioration de sa situation économique. Sa consommation de gaz, partie de zéro en 1984, est aujourd'hui de 12 Giga m³ et devrait doubler en quelques années, notamment pour la production d'électricité.

Un de ses atouts majeurs reste le contrôle des Détroits. La convention de Montreux de 1936 avait bien stipulé la liberté de navigation, mais les risques que ce trafic fait peser sur le Bosphore et ses rives sont déjà considérables : la largeur minimum du Bosphore est de deux cents mètres, Istanbul et sa région comprennent 15 millions d'habitants et il y a déjà eu de nombreuses alertes, notamment en 1994, lorsque le pétrolier chypriote Nissau est entré en colli-

sion avec un cargo ; la catastrophe écologique a alors été évitée de peu.

Toutes choses égales par ailleurs, le trafic pétrolier résultant de la montée en puissance du CPC devrait tripler en quelques années. Les Turcs pourraient fort bien refuser de laisser croître ce trafic, notamment après un accident important. Le projet de construction d'un oléoduc permettant de contourner le Bosphore deviendrait alors prioritaire, mais il faudrait un minimum de temps avant qu'il ne soit opérationnel. Il y a toujours des solutions, celles-ci ont toutefois chacune un coût qui vient s'ajouter aux autres.

Risques et protection de l'environnement

Les risques sont multiples.

Parmi les risques juridiques, qui vont souvent de pair avec la corruption, on peut distinguer :

- la législation qui n'offre qu'une garantie précaire aux investissements étrangers, la clause d'arbitrage international étant le plus souvent récusée par les gouvernements, et donc, plus une société est engagée dans le pays, plus elle est vulnérable aux pressions en tout genre (de cela Chevron fait aujourd'hui l'expérience) ;

- les changements de législation, notamment en cas de découverte ;

- les changements d'hommes ;

Le risque politique est, lui aussi, de plusieurs natures :

- l'explosion des conflits latents qui pourraient aboutir à plusieurs « Yougoslavies » en perspective (la Transcaucasie, que tout le monde connaît, la vallée du Fergana (4) moins connue) ;

- la structure clanique du pouvoir (tout paraît stable, jusqu'au jour où un clan en renverse un autre) ;

- l'absence d'institutions de nature à répartir de façon plus ou moins équi-

(3) Cf Le Figaro du 10 septembre 2001.

(4) 10 millions d'Ouzbeks vivent dans cette vallée fertile qui appartient à l'Ouzbékistan mais est entièrement dépendante de ses deux voisins, le Kirghizstan et le Tadjikistan, pour son approvisionnement en eau. La vallée est également sous étroite surveillance de la part du gouvernement ouzbek qui la soupçonne d'abriter des réseaux fondamentalistes prêts à déstabiliser le pays.

table la nouvelle manne (des Nigérianes en perspectives plutôt que des Norvèges).

- le risque existe enfin que, tirant partie de son quasi-monopole sur les voies d'exportation de pétrole, la Russie ne cherche à cantonner les pays comme le Kazakhstan dans le rôle de « *swing producer* ».

Les risques techniques ne sont pas à négliger (par exemple, le pétrole de Tengiz est chargé en soufre et le paysage est déjà dominé par des montagnes de soufre jaune pour lequel il n'y a pas de marché ; celui de Kashagan devrait lui aussi en contenir des quantités importantes). A cela, il faut ajouter les incertitudes de la géologie : ainsi une confirmation du potentiel de l'*off*

shore russe, surtout s'il s'agissait de pétrole léger sans quantités notables de soufre, compliquerait les perspectives du côté de Kashagan.

La réglementation sur la protection de l'environnement est souvent vague et de surcroît très inégalement appliquée. A terme, interdiction de brûler du gaz à la torche : une bonne chose pour Gazprom qui usera de sa position de monopole pour fixer son prix ; une beaucoup moins bonne pour le Turkménistan qui voit surgir des concurrents à l'horizon (le gaz de Tengiz dans un avenir proche, à plus long terme celui de Kashagan si, comme cela semble probable, il est associé en quantités substantielles au pétrole).

Les Russes feraient volontiers porter la responsabilité de la dégradation de l'environnement de la Caspienne - mer d'autant plus fragile qu'elle est fermée - aux sociétés pétrolières (la Volga reste pourtant le principal égout de la Sainte Russie). Mais il n'y a pas que la Caspienne. Il y a aussi la traversée du Bosphore qui, pas plus que la pollution apportée par la Volga dans la Caspienne, ne semble inquiéter outre mesure la partie russe.

Une autre question qui reste posée est celle du financement des infrastructures - tout particulièrement de celles de transport de gaz destinées à approvisionner des marchés libres. ●